

Info-Türk

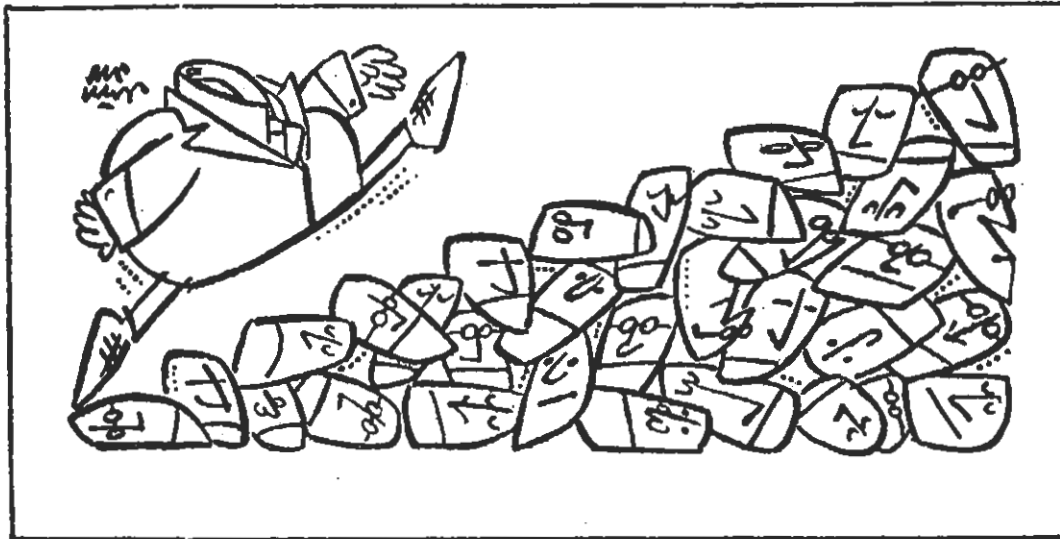
BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

Reproduction de nos articles
autorisée avec la mention
de la référence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - mai 1980
Français 43
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB



EN TURQUIE, ENCORE UN 1 ER MAI SOUS LA MENACE DES TANKS

ISTANBUL (ITA) - Alors que les travailleurs de tous pays célébraient le 1er Mai par des réunions et des manifestations, la plus grande ville de Turquie, Istanbul, ressemblait à une ville fantôme. Des hélicoptères vrombissaient au-dessus de la ville et des tanks patrouillaient aux carrefours clés de cette ville de plus de quatre millions d'habitants. Des forces de sécurité, renforcées par des troupes spéciales venues des garnisons proches fouillaient tous les véhicules et les piétons entrant dans la ville. Des précautions semblables étaient prises dans trente autres provinces de Turquie.

"Pendant des années, au 1er Mai, la Place Taksim à Istanbul, a été décorée de drapeaux rouges...Les slogans qui y étaient chantés et les affiches collées aux murs de la place faisaient penser à la Place Rouge de Moscou. Ce 1er Mai-ci le commandement militaire organisa une grande cérémonie sur la place Taksim et, dominant la scène, nous eûmes le Croissant et l'Etoile. Quel soulagement ce fut, dont il faudrait remercier les militaires!" (Turkish Daily News, le 3 mai 1980).

Ces lignes exprimaient la satisfaction des milieux dominants de Turquie et les commentaires de tous les journaux de droite étaient identiques.

Selon ces milieux, le 1er mai n'est pas reconnu officiellement en Turquie comme "Fête du Travail"; c'est simplement un jour de congé national pour marquer le "Jour du Printemps". Cette année, ils goûtèrent le "Jour du Printemps" en écoutant des marches militaires jouées par une fanfare militaire sur la Place Taksim.

Tandis qu'ils se divertissaient, tous les leaders de la DISK et environ 400 militants syndicalistes étaient arrêtés pour avoir bravé l'interdiction de célébrer le "Jour du Travail".

La détention en masse débuta par des raids sur les sièges des syndicats progressistes et la confiscation de toutes les affiches et de tous les tracts du 1er Mai. Sur ce, les travailleurs affiliés à la DISK organisèrent le 29 avril des grèves sauvages et des ralentissements de travail à travers toute la Turquie. Les tensions s'accrurent quand, à Ankara, après une bataille de cinq heures entre les forces de sécurité qui attaquaient et les étudiants d'école supérieure qui résistaient. Plus de 1500 personnes, y compris des professeurs et des administrateurs furent arrêtés.

Afin d'éviter plus d'incidents sanglants, le Comité Exécutif de la DISK décida de célébrer le 1er Mai seulement à Mersin, une ville méditerranéenne située en dehors des régions de la loi martiale. Malgré cette décision prudente, les autorités de loi martiale arrêtèrent l'un après l'autre tous les leaders de la DISK, y compris le Président Abdullah Bastürk et le Secrétaire Général Fehmi Işıklar. L'un des membres du Comité exécutif, Rıza Güven fut arrêté juste après avoir parlé à la réunion du 1er mai à Mersin.

Quoique les autorités militaires appliquèrent une terreur jamais vue le 1er mai, les organisations progressistes et les partis socialistes ne manquèrent pas de mettre sur pied des démonstrations, même dans les villes sous la loi martiale et prouvèrent ainsi la détermination de la classe ouvrière de Turquie de célébrer le "Jour du Travail".

Inderdiction du 1er mai: Une contrainte traditionnelle sur la classe ouvrière

Depuis la proclamation de la République, les dirigeants turcs ont toujours interdit la célébration du 1er mai. C'est en 1976 que la DISK avait mis fin à l'interdiction de le célébrer par des démonstrations de masse. En 1977 et 1978, le 1er Mai fut célébré aussi, avec une participation d'environ 300.000 travailleurs chaque année. Durant les célébrations de 1977, un massacre sanglant fut commis par des organisations fascistes. Au cours de ce massacre, 36 personnes furent assassinées, et, malgré cela, les célébrations ne furent pas interrompues.

En 1979, sous le gouvernement du Premier Ministre social-démocrate, Ecevit, la célébration du 1er Mai à Istanbul fut interdite à nouveau par les autorités de loi martiale. Le quartier général de la DISK fut encerclé par des forces armées et le bâtiment fut fouillé durant des heures et toutes les publications et affiches concernant le 1er Mai des années 1976, 1977, 1978 et 1979 furent confisquées. Tous les membres du Comité exécutif de la DISK furent arrêtés avant le 1er mai. Le 1er Mai, les leaders et les militants du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), défiant l'interdiction, organisèrent une marche devant le quartier général de la DISK. Ils furent tous arrêtés et traités d'une manière inhumaine; ils furent parqués dans le stade de la ville d'Istanbul, puis transférés dans des casernes de l'armée.

Ces pratiques se sont répétées cette année, mais d'une façon mieux organisée et plus répressive. Quelques-uns des détenus ont été torturés dans les postes de police ou les casernes de l'armée. Profitant de cette répression ouverte, le gouvernement de Demirel suspendit de nombreuses grèves d'ouvriers et eut même l'audace de parler de limitation de toutes les libertés et droits fondamentaux en modifiant la Constitution. Comme nous l'avons expliqué dans le BULLETIN d'avril 1980, le gouvernement exploita aussi la situation inextricable quant aux élections présidentielles pour convaincre l'opinion publique de la nécessité de changer la Constitution afin d'augmenter les pouvoirs du gouvernement et des militaires.

Ecevit: "Les autorités provoquent la terreur"

Avec le renforcement des mesures répressives, la terreur politique s'accrut également: en un mois, il y eut 280 victimes de plus, et leur nombre total au cours des six mois de gouvernement de Demirel atteint 1444.

ASSASSINAT	+++
POLITIQUES	+
DU 16/4/1980	+
AU 15/5/1980	+
ISTANBUL	45
URFA	32
ANKARA	30
KARS	14
ADANA	13
MARDIN	12
TRABZON	11
GAZIANTEP	11
MERSIN	10
KAYSERI	10
SAMSUN	9
DIYARBAKIR	9
ORDU	5
KONYA	5
ESKISEHIR	4
AYDIN	4
ANTALYA	4
TUNCELI	3
SIIRT	3
SAKARYA	3
MAIATYA	3
KOCAELI	3
IZMIR	3
EDIRNE	3
ZONGULDAK	2
USAK	2
HATAY	2
ELAZIG	2
DENIZLI	2
BURSA	2
ARTVIN	2
AMASYA	2
AGRI	2
ADIYAMAN	2
YOZGAT	1
VAN	1
TOKAT	1
SINOP	1
NEVSEHIR	1
MERZIFON	1
K. MARAS	1
GIRE SUN	1
CORUM	1
CANAKKALE	1
ALLEMAGNE	1
TOTAL	280
6 MOIS DE	
DEMIREL	1444
TOTAL DE	
4 ANS ET	
4 MOIS	3654

Les "Loups Gris" ont commencé à prendre aussi pour cible les dirigeants du Parti Républicain du Peuple (CHP), le parti de l'ancien premier ministre Ecevit.

Le mois passé, deux présidents provinciaux de ce parti furent tués par les balles des Loups Gris: le 3 mai, ce fut le juriste Ahmet Albay, président de la section d'Adana, et le 8 mai, le juriste Mustafa Kullukoglu, président de la section de Kayseri.

A la suite de ces meurtres, Ecevit, Président du CHP accusa le gouvernement d'adopter une politique visant à provoquer la terreur. A la réunion parlementaire du parti, Ecevit déclara: "Plus de 10 personnes sont tuées chaque jour par des terroristes, et les gens responsables de la direction du pays incitent à des actes de violence comme on a pu le voir lors des incidents de Kayseri et d'Adana. Le gouverneur de Kayseri a joué un rôle partial dans l'escalade de la terreur dans cette province, et le gouvernement maintint ce gouverneur à son poste jusqu'au jour des incidents qui se terminèrent par la mort du président provincial du parti."

La réponse donnée à Ecevit par le Ministre de l'Intérieur est une autre preuve de l'attitude provocatrice du Gouvernement. Le Ministre Orhan Eren déclara: "Les membres du CHP sont assassinés; cela est vrai. Mais ceux qui ont été tué ne peuvent être considérés comme des membres normaux du CHP."

Cette distinction entre les membres du principal parti d'opposition montre que le gouvernement tolère le meurtre des membres ou dirigeants de l'aile gauche de ce parti. Si les membres d'un parti de centre-gauche sont pris comme cible de la terreur politique, il n'est pas étonnant de voir des centaines de membres des partis socialistes ou d'autres organisations progressistes massacrés dans toute la Turquie. Les Loups Gris ont la permission du gouvernement de les tuer.

Solidarité internationale avec les dirigeants de la DISK

L'arrestation des leaders et militants de la DISK qui avaient bravé l'interdiction du 1er Mai avait provoqué une réaction mondiale et une campagne de solidarité avec eux.

La Fédération Mondiale des Syndicats, la Confédération Mondiale du Travail et les syndicats affiliés ont protesté contre l'arrestation en envoyant des messages aux autorités turques.

De plus, la Confédération Mondiale du Travail fit appel à l'organisation Internationale du Travail, demandant que le gouvernement turc soit jugé pour avoir suspendu les droits syndicaux.

Cette même confédération fit appel aussi aux organisations internationales telles que l'OECD, le Conseil de l'Europe, la CEE et le Parlement Européen au sujet de la violation des droits de l'Homme en Turquie. La CMT attira aussi leur attention sur le fait que les aides financières accordées à la Turquie pourraient être utilisées par le gouvernement à renforcer les mesures répressives dans le pays. En outre, la Commission des Immigrés de la FGFB fit appel à toutes les forces démocratiques du monde pour qu'ils manifestent leur solidarité avec les dirigeants de la DISK. Ces protestations internationales obligèrent les autorités turques à relâcher les syndicalistes arrêtés le 7 mai 1980.

UN PARTI SOCIALISTE INTERDIT EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Tandis que le parti néo-fasciste MHP poursuit des actions criminelles à travers toute la Turquie, et que les dizaines d'accusations portées contre ses dirigeants ne sont pas prises en considération par le Procureur de la République, un parti socialiste est interdit à cause d'une phrase de son programme.

Le Parti Travailleiste de Turquie (TEP) déclarait dans son programme que, s'il arrivait au pouvoir, il reconnaîtrait au peuple kurde en Turquie le droit d'avoir une éducation dans sa langue maternelle.

Après toute une série de sessions, la Cour Constitutionnelle décida, le 8 mai 1980, que cette partie du programme du TEP était contraire à l'article 57/1 de la Constitution turque.

Voici ce qu'énonce cet article: "Les statuts, programmes et activités des partis politiques doivent se conformer aux principes d'une république démocratique et séculaire, basé sur les droits de l'Homme et ses libertés, et au principe fondamental de l'intégrité territoriale et nationale de l'Etat. Les partis qui ne se conformeraient pas à ces dispositions seront dissous de manière permanente."

Le TEP était un petit parti politique fondé en 1975 sous la direction de Mihri Belli. Après le verdict, Belli dit simplement aux reporters: "La décision est regrettable."

D'autres partis socialistes, le TIP et le TSIP ont critiqué le verdict et déclaré que, s'il y avait un parti politique à interdire en Turquie, c'était le parti néo-fasciste (MHP) du Colonel Turkes.

Raid sur le siège du TIP

Avant le 1er mai, les pressions sur le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) se sont intensifiées. Comme le procès du président du parti, Behice Boran se poursuivait devant le tribunal militaire du commandement de la loi martiale d'Ankara, le 29 avril 1980, les forces de sécurité ont attaqué le siège du TIP à Istanbul et ont fouillé tous les bureaux du bâtiment.

Malgré ces pressions, le TIP a tenu une cérémonie de masse au Palais des Sports et des Expositions d'Istanbul pour célébrer le 1er mai de même que le cinquième anniversaire de la fondation du parti et le 70ème anniversaire de la Présidente Behice Boran.

(C-M-PB-DG-ET-10/5)

TORTURE: PRATIQUE QUOTIDIENNE D'INTERROGATOIRES EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le Barreau des Avocats d'Istanbul rendit publique le 7 mai 1980 la pratique de la torture en Turquie et transmit à la presse la liste des personnes torturées. Quelques victimes de la torture présentes à la conférence de presse révélèrent les méthodes de torture qui leur furent appliquées à elles-mêmes.

Mr Orhan Apaydin, Bâtonnier du Barreau déclara:

"Des milliers de gens sont en prison comme détenus politiques. Personne ne sait combien d'entre elles ont été traduites devant un tribunal ni combien relâchées. Le lieu où se trouvent les détenus n'est pas communiqué à leurs parents.

"Nous avons de très nombreuses allégations montrant que les interrogatoires des détenus politiques sont faits sous la torture. Selon les témoignages, les détenus sont dévêtus et couchés sur le sol nu. Ensuite les tortionnaires versent de l'eau froide sur eux. Tandis qu'ils sont encore mouillés, on leur applique des électrodes aux organes génitaux, au menton ou aux lobes de leurs oreilles. Des cigarettes sont appliquées sur le corps des victimes. Les bourreaux insèrent même des matraques dans l'anus de la victime. Le falanga (frapper avec un gourdin la plante des pieds) est la plus innocente de leurs méthodes de torture. Ces pratiques inhumaines exercées sur un détenu sont poursuivies jusqu'au moment où on ait obtenu sa signature sous une déposition falsifiée. Si le détenu refuse

de signer, les tortionnaires menacent de le tuer par balles ou de le jeter par la fenêtre; parfois ces menaces sont exécutées et le détenu est retrouvé mort sur le sol de la cour. La police prétend alors qu'il s'est suicidé."

Lors de la conférence de presse, les témoins oculaires affirmèrent que le détenu Recep Estik fut tué de cette manière dans la maison d'arrêt de Kucukkoy.

A la suite de ces révélations, le commandement de la Loi Martiale d'Istanbul fut obligé de déclarer que les allégations de torture feraient l'objet d'une enquête et que si elles s'avéraient vraies, les responsables seraient punis.

Allégations de torture

"La police fit des raids sur les sièges des syndicats des Métallurgistes et des Travailleurs du Textile et ils torturèrent les membres de ces syndicats, d'abord dans les bureaux des syndicats et plus tard dans un endroit spécial appelé "Foyer" (Yuva). Les travailleurs affiliés au Syndicat du Textile, Ramazan Yilmazer, Hikmet Aldırmaz, Fahrettin Dolibaş, Ali Karataş, Yılmaz İspekter, Süleyman Gümüş, Hüseyin Kılıç et Ali Gülalkan déclarèrent qu'on ne leur avait donné ni nourriture ni eau durant soixante heures, de plus, ils furent battus par des policiers avec des crosses de fusil, des barres de fer et des bâtons. L'un des travailleurs déclara: 'Ils m'ont attaqué en poussant des hurlements; ils ont rassemblé aussi quelques petits enfants et leur ont ordonné de hurler aussi.'" (Le quotidien Cumhuriyet, 21 mars 1980)

"Aux charbonnages d'Askale (dans la province d'Erzurum), 127 mineurs qui avaient participé à un acte de résistance de travailleurs furent attaqués par les forces de sécurité et arrêtés. Lors de leur détention ils furent torturés brutalement. Beaucoup de ces travailleurs sont encore sous contrôle médical à cause des blessures qu'ils ont reçues au cours de la torture. Le poste de police d'Askale est connu sous le nom de Centre de Torture. Les agents de police ont utilisé le falanga et l'électricté comme moyens de torture." (Cumhuriyet, 28-29 mars 1980)

"Le docteur Dursun Karbaş, assistant à l'Hôpital Bakirköy à Istanbul et membre de la Chambre des Médecins de Turquie a été arrêté le 28 mars 1980 à 5,30 du matin. Environ 550 livres du docteur ont été confisqués. Plus tard il fut transféré au poste de la Police Politique dans le quartier de Gayrettepe; il y fut torturé pendant 15 jours. 'Ils me déshabillèrent. L'un d'entre eux écrasa mes orteils sous ses talons. Un autre donna des coups de pied contre mes rotules. Plus tard, ils m'appliquèrent des électrodes sur le corps,' déclara le Dr. Karbaş." (Cumhuriyet, le 21 avril 1980)

"On a affirmé que Yasar Gundogdu, représentant de l'Association de Travailleurs de l'Energie (Enerji-Der) a été tué sous la torture dans la nuit du 18 au 19 avril 1980. Un rapport d'autopsie établi à l'hôpital déclare que Gundogdu mourut d'une hémorragie cérébrale survenue au cours de son interrogatoire au Centre de Police Politique d'Ankara." (Cumhuriyet, le 28 avril 1980)

"Le conseiller de presse de la DISK, Tevfik Bilgin, selon des allégations, aurait été torturé dans une maison d'arrêt. Les juristes de la DISK firent appel au Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul et au Procureur de la république afin qu'ils fassent une enquête sur cette allégation." (Cumhuriyet, le 4 mai 1980).

Conditions inhumaines dans les prisons

A la conférence de presse du Barreau d'Istanbul, les conditions inhumaines dans les prisons furent révélées par l'avocat Ibrahim Mavioglu qui avait visité récemment la maison d'arrêt militaire de Davutpasa: "Les détenus sont obligés de dormir sur le sol, sans lit et ils sont insultés et battus par des soldats. Entre le 28 avril et le 2 mai, les gardiens ouvrirent même le feu sur les détenus et en blessèrent neuf. A la suite de cet incident 380 prisonniers politiques entamèrent une grève de la faim." (C-M-D-DG-ET-15/5)

PRESSION SUR LE PEUPLE KURDE DE TURQUIE

STOCKHOLM (ITA) - Le périodique Rizgariya Kurdistan a fait appel récemment à l'opinion mondiale afin qu'elle proteste contre les mesures anti-démocratiques appliquées à la presse dans le Kurdistan de Turquie et dans l'ensemble de la Turquie.

Rappelant les derniers événements en Turquie, l'appel déclare:

"Au moment où le régime du shah tombait en Iran et que le peuple kurde commençait à y formuler ses revendications nationales, le gouvernement turc instaurait la loi martiale (le 26 décembre 1978) dans 11 provinces kurdes et dans trois villes turques ayant une classe ouvrière importante. La loi martiale, proclamée à l'origine pour deux mois seulement, a été renouvelée depuis lors et s'est élargie progressivement à d'autres régions du pays. A présent, 16 provinces kurdes se trouvent sous la loi martiale. La répression amenée par la loi martiale au nom de la 'lutte contre le terrorisme' défie toute description. Immédiatement après la proclamation de la loi martiale, la décision fut prise qu'un certain nombre de périodiques, hebdomadaires ou mensuels et de journaux ne pourraient plus être publiés dans les provinces placées sous la loi martiale. Les périodiques kurdes qui avaient, en dépit d'innombrables difficultés, quand même réussi à paraître furent obligés à suspendre leur publication: Rizgari (La Libération, mensuel), Roja Welat (Le Soleil de la Patrie, bimensuel), Ozgür-lük Yolu (Le Chemin vers la Liberté, mensuel), Devrimci Demokratik Gençlik (La Jeunesse Démocratique révolutionnaire, mensuel) et Kawa (mensuel).

"Les mesures prises contre la presse kurde ne cessèrent pas avec la suppression des publications elles-mêmes; les autorités commencèrent à persécuter leurs éditeurs et propriétaires et à les envoyer en prison. Plus de dix procès différents ont été ouverts contre les éditeurs du Rizgari; son propriétaire fut arrêté et emprisonné sans mandat d'arrêt. Il est maintenant dans la prison militaire d'Ankara. Plusieurs procès ont aussi été entamés contre les éditeurs du "Ozgurluk Yolu", "Roja Welat" et "Devrimci Demokratik Gençlik". Les éditeurs du Roja Welat ont été arrêtés. L'éditeur de Kawa est persécuté et son propriétaire est en prison. Le journal Ala Rizgari (Le drapeau de la Libération) qui publia son premier numéro en juin 1979 rencontra immédiatement une répression sévère; l'éditeur fut persécuté, les distributeurs appréhendés et torturés. Le propriétaire du journal fut arrêté et se trouve actuellement dans la prison de Diyarbakir."

L'appel attire l'attention aussi au procès du sociologue Ismail Besikci, un des plus éminents savants de Turquie qui fut emprisonné à cause de son livre critiquant la politique raciste des gouvernements d'Ankara. (Voir: BULLETIN INFO-TÜRK, octobre 1979 et avril 1980).

LE ROMANCIER YACHAR KEMAL CHOISIT L'EXIL VOLONTAIRE EN SUEDE

STOCKHOLM (ITA) - Le romancier turc Yachar Kemal, connu en Europe pour ses oeuvres telles que "Memed, le Mince" et "Le Pilier" déclara dans une interview donnée au New York Times et publiée dans le numéro de 27 avril 1980 qu'il ne retournerait pas en Turquie à moins que le gouvernement turc ne lui garantisse la sécurité de sa vie.

Le romancier turc dont le nom apparaît presque chaque année comme candidat au Prix Nobel de littérature déclara que tous les intellectuels progressistes du pays sont menacés d'être emprisonnés ou assassinés et que son nom figurait sur une liste noire dressée par l'organisation de "Loups Gris".

Yachar Kemal se trouve en Suède depuis 1978.

Rappelons que le poète mondialement connu, Nazim Hikmet avait aussi choisi l'exil volontaire et qu'il mourut à l'étranger en 1963. (C-DG-ET-8/5)

LA LOI MARTIALE A SUSPENDU LA PUBLICATION DE 15 PERIODIQUES

ISTANBUL (ITA) - Le Commandement de la Loi Martiale de la province d'Istanbul déclara dans son communiqué No.43, du 29 avril 1980 que la publication et la distribution de 15 journaux et périodiques de plus est interdite dans les régions de la loi martiale.

Auparavant, le même commandement avait déjà interdit par ses communiqués Nos. 9, 10, 12, 13 et 15 la publication et la distribution de plus de 30 périodiques et journaux.

A Ankara, le commandement de la loi martiale de la région interdit un concert du célèbre chanteur populaire turc Ruhi Su, concert qui devait être donné les 28 et 29 avril 1980 au Centre culturel à l'Université technique du Moyen Orient.

Cette même autorité militaire a censuré également tous les périodiques mis en pages avant le 1er mai 1980. A cause de cette mesure, le numéro du 29 avril 1980 de la revue hebdomadaire YURUYUS parut en retard et avec des colonnes blanches.

(C-M-DG-ET-15/5)

INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Sous la pression des organisations financières internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE, la Turquie prépare de nouvelles mesures destinées à gagner la confiance des investisseurs étrangers.

D'abord, les compagnies avec la participation étrangère seront autorisées de transférer leur profit à l'étranger. En plus, le gouvernement est en train de faire des changements dans le plan de remboursement des dettes commerciales sans garanti en vue d'avancer le remboursement.

Les profits transférés à l'étranger par les compagnies au capital étranger tombaient jusqu'à 47 millions de dollars en 1978 et 42,2 millions de dollars en 1979, tandis qu'ils étaient 83 millions de dollars en 1976 et 116 millions de dollars en 1977.

Les investissements étrangers encouragés par les nouvelles mesures se concentrent dans les trois secteurs de l'industrie et dans le secteur de tourisme.

Les investissements étrangers dans les industries de chimie, automobile, métallurgie et dans le tourisme constitue 60 pour cent de la totalité de l'investissement étranger en Turquie. En 1977, cette proportion était 55,8 pour cent.

Sous le rapport de nombre de compagnies au capital étranger, l'Allemagne fédérale se trouve en tête de la liste, tandis que les Etats-Unis disposent la plus grand part du capital étranger investi en Turquie.

Le capital total des 95 investissements en Turquie atteint plus de 9 milliards de Liras turques au début de 1980. La part étrangère dans ce capital est 3 milliards de Liras (31.75 pourcent). Cette proportion était 40% en 1976 et 39% en 1977.

Les 81 de ces firmes sont actives dans l'industrie de fabrication, et elles représentent 82,5 pourcent du capital étranger total. L'investissement étranger dans le secteur de services atteint 485,3 millions de Liras turques.

Dans le secteur de fabrication, les investissements étrangers sont canalisés surtout à l'industrie de chimie. Le capital total des 20 firmes dans ce secteur atteint 450 millions de Liras turques.

L'investissement étranger se concentrent dans l'industrie d'automobile avec 489 millions de liras turques. En ce qui concerne la proportion dans le capital total, l'industrie de machines tient le premier degré.

Récemment, le groupe français Peugeot-Citroen a proposé au Département de la Promotion du capital étranger auprès le premier ministre turc un projet de la fabrication des 100.000 voitures par an, sous le garanti de l'exportation de 60% de ces voitures au Moyen Orient et en Afrique.

COMPAGNIES AU CAPITAL ETRANGER (par secteurs)

	NOMBRE DE FIRMES	INVESTISSEMENTS ETRANGERS (LT)	%	%
			DE LA PART DANS LE CAPITAL TOTAL	DU SECTEUR DANS LES INVESTISS. ETRANGERS TOTAUX
I. INDUSTRIES	<u>81</u>	<u>2.392.406.503</u>	<u>34,70</u>	<u>82,53</u>
A. Alimentation-boisson-tabac	9	148.294.281	57,82	5,12
B. Textile-Vêtements	2	16.011.000	76,07	0,55
C. Papier	1	48.717.223	58,05	1,68
D. Pneus	3	192.510.000	54,85	6,64
E. Plastique	1	3.841.277	38,93	0,13
F. Chimie	20	449.993.212	47,64	15,52
G. Verre	2	105.544.000	30,15	3,64
H. Vehicules	7	488.624.500	32,96	16,86
I. Metallurgie	13	416.526.373	19,27	14,37
J. Machines	4	96.321.455	80,42	3,32
K. Outils d'agriculture	4	115.120.000	33,66	3,97
L. Equipements électriques	13	286.303.182	50,53	9,88
M. Ciment	2	24.600.000	22,36	0,85
II. AGRICULTURE	<u>1</u>	<u>1.020.000</u>	<u>51,00</u>	<u>0,04</u>
III. MINES	<u>1</u>	<u>20.000.000</u>	<u>100,00</u>	<u>0,69</u>
IV. SERVICES	<u>12</u>	<u>485.284.800</u>	<u>40,32</u>	<u>16,74</u>
A. Tourisme	7	384.370.000	56,59	13,26
B. Banques	2	94.664.800	6,27	3,27
C. Génie-conseil	2	4.000.000	40,00	0,14
D. Communications	1	2.250.000	50,00	0,18
TOTAL	95	2.898.711.300	31,75	100,00

INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN TURQUIE (par pays d'origine)

	NOMBRE DE FIRMES	INVESTISSEMENTS ETRANGERS (LT)	%	%
			DE LA PART DANS LE CAPITAL	DU PAYS DANS LES INVESTISS. ETRANGERS
Allemagne fédérale	22	366.689.247	43,25	12,65
Etats-Unis	17	543.023.006	14,20	18,73
Autriche	4	25.028.500	77,40	0,86
Belgique	3	54.670.000	15,04	1,89
Danemark	5	88.617.223	35,74	3,06
France	5	424.840.814	44,87	14,66
Holland	6	122.507.368	66,31	4,23
Angleterre	5	95.340.500	41,82	3,29
Italie	6	288.381.000	42,60	9,95
Suède	2	5.500.000	13,75	0,19
Suisse	12	417.253.642	63,04	14,39
Japon	2	95.000.000	38,00	3,28
Canada	1	51.000.000	51,00	1,76
Kuweit	1	240.000.000	40,68	8,28
Mixte	4	80.860.000	60,65	2,79
TOTAL	95	2.898.711.300	31,75	100,00